

L'ATELIER DE PHILOSOPHIE N°43

Vingt deuxième année – premier semestre 2018-2019



Vivons-nous la fin de l'autorité ?

Atelier animé par Jacqueline Crevel et Anne-Marie Sibireff. Avec Maud, Liliane, Danielle Z, Christine, Martine, Françoise, Claude, Danielle LG, Jacky, Irén, Lionel, Aline, Annie, Edith, Yvette, Dominique, Madeleine, Michelle.

Séance 1 . 9 novembre 2018 : L'atelier commence par un tour de table sur les questions proposées avec les textes : à votre avis, l'autorité a-t-elle disparu du monde moderne ou est-elle en voie de disparition ? Dans l'affirmative, cela vous semble-t-il dramatique ?

Les positions sont nuancées mais la formule d'Erick Prairat dans le texte n° 1 est **plébiscitée** : plutôt que d'une disparition, il semble adéquat de parler d'une érosion de l'autorité même si celle-ci peut peut-être être relativisée. La notion d'autorité, quant à elle, renvoie chacun des participants à ses représentations : figures politiques, autorité parentale, autorité du professeur, compétences. Tantôt elle est assimilée au pouvoir institutionnel, tantôt aux qualités personnelles qui confèrent à un individu particulier un certain ascendant. Et l'on ne peut que soulever le paradoxe contemporain qui veut qu'à la fois l'on trouve sain de refuser l'autorité et que l'on éprouve une certaine nostalgie vis à vis d'une autorité qui aurait été perdue. Toute la difficulté semble être de dégager le positif de l'autorité de son négatif. Celle-ci, en effet, semble pouvoir être protectrice, et résulter d'une relation de confiance entre deux individus, mais elle apparaît aussi comme exigence de soumission et abandon de la liberté. La figure qui s'impose pour le premier cas est celle de l'enfant. En effet, il semble clair que l'éducation de cet être inachevé requiert l'autorité et qu'il en est le principal bénéficiaire. Mais nous ne sommes plus des enfants, aussi l'autorité semble-t-elle constituer une relation asymétrique qui peut être ressentie comme désagréable, et surtout injuste. Et tel est bien le véritable problème : alors que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirme, en son article 1, l'égalité de tous les hommes, l'autorité confère un pouvoir à certains hommes sur d'autres. Peut-on vraiment légitimer le fait que certains commandent et que d'autres obéissent ? Si on ne le peut, il semble juste de la refuser mais est-ce si souhaitable que cela ?

Partant de l'étymologie du terme, nous définissons l'autorité comme ce qui augmente quelque chose, fait avancer, progresser, comme ce qui rend plus fort, plus intense, ce qui aide à se développer. Mais, plus éclairante encore que cette étymologie, est la distinction que propose Hannah Arendt entre *autorité* et *pouvoir*. Reconnaisant en elle une relation asymétrique entre deux individus, une hiérarchie, Hannah Arendt la distingue à la fois de la force et de la persuasion. A autorité qui peut obtenir d'un autre qu'il lui obéisse sans recours à des moyens de coercition ni à une argumentation. L'obéissance à l'autorité ne relève donc ni du rapport de forces ni de la puissance de conviction, elle est nécessairement libre. De ce fait, elle apparaît toujours juste et légitime. Tout se passe comme si une force liait des individus et produisait un accord entre eux leur permettant d'échapper au désordre et au chaos. Hannah Arendt attribue son origine à la tradition : ancêtres pour les Romains, religion etc.

L'idée d'une obéissance libre semble à certains passablement oxymorique. On peut, de fait, au regard des connaissances contemporaines, craindre que l'on considère cette obéissance comme libre juste parce que l'on ignore les causes qui nous font agir. Les conditionnements et la pression sociale ou la vigilance de notre surmoi expliqueraient à eux-seuls que nous nous soumettions aux autorités. Mais si nous nous soumettons, il n'y a plus de liberté.

Quoi qu'il en soit, nous faisons l'expérience de cette obéissance à l'autorité que nous ne vivons pas comme soumission et il est incontestable qu'elle semble mise à mal dans le monde moderne. La question de savoir pourquoi elle s'est érodée reste valide.

Séance 2 ; décembre 2018 : Puisque l'autorité n'est pas le pouvoir, mais l'ensemble des attributs qui permettent de l'exercer sans recours à la violence ni à la persuasion, on comprend qu'elle suscite des interprétations et des attitudes opposées, sur lesquelles nous butons de nouveau :

- nécessaire à l'ordre, à la stabilité, sans lesquels aucune société ne saurait exister, elle inspire la confiance et repose sur elle. Celui sur qui elle s'exerce grandit « est augmenté », il ne se soumet pas, il obéit librement ; il devient adulte, citoyen.
- n'est-ce pas le pouvoir lui-même qui est « augmenté » ? Masqué comme tel par l'autorité, il gagne en durée, en stabilité, en économie de moyens, et menace en toute sécurité la liberté et l'égalité.

Mais le mot « chef » a-t-il le même sens à l'armée et dans un orchestre ? Les deux mots qui désignent « le maître » en latin nous permettent d'avancer, d'éclairer cette ambivalence.

- Le *dominus* est le maître de la maisonnée, donc celui des esclaves. Il n'use pas nécessairement de violence à leur égard. Son but est qu'ils lui soient soumis aujourd'hui, demain, à jamais. Esclave, serf, vassal... peuvent croire qu'ils obéissent par devoir, convaincus autant que le maître/seigneur du bien-fondé de cette hiérarchie « où tous les deux ont d'avance leur place fixée » (H. Arendt)
- Le *magister*, le maître d'école, veut lui aussi se faire obéir. Mais son but est l'émancipation de ceux sur qui il exerce son autorité : il veut qu'à terme ils exercent leur liberté en adultes, qu'ils deviennent ses égaux.

Cette distinction nous permet de surmonter une opposition qui risquait d'être stérile, mais nous met en demeure de répondre à la question : à quelles conditions une autorité peut-elle être considérée comme légitime ?

Max Weber nous propose trois fondements possibles de l'autorité :

- 1) Le sacré, le divin, la tradition. Saint Paul nous semble une bonne illustration de cette conception : *obéissez aux puissances, payez vos impôts, « soyez soumis, non par crainte de la punition, mais par motif de conscience »* Il nous semble peu convaincant en 2018, et lorsqu'il écrit « *le chef de la femme, c'est l'homme* », nous ne le prenons guère au sérieux.
- 2) Le charisme entraîne plus de discussions. Il suscite une grande méfiance chez plusieurs d'entre nous : opérant par ruse, séduction, nous prenant par les affects, il peut nous égarer de manière catastrophique, comme le montrent les régimes totalitaires. Mais d'autres parmi nous soulignent le charisme de Gandhi, de M.L. King : il peut être mis au service de bonnes causes et l'on peut même dire que les bonnes causes ont besoin de lui pour être entendues. Nous convenons que l'enthousiasme n'a pas de valeur en soi et qu'il doit laisser une place à la vigilance à l'égard de ce qu'il sert.. Il peut fonder l'autorité, il ne la légitime pas.
- 3) L'autorité « des modernes » est l'autorité contractuelle. Nul mieux que JJ Rousseau, qui écrit « *on n'est obligé d'obéir qu'aux puissances légitimes* » ne peut nous aider dans cette voie. Le Contrat Social, qui signe l'acte de naissance du corps politique, de la République, de l'Etat, du peuple, du souverain - termes que JJR considère comme équivalents dans des contextes différents - rend possible l'émergence de la volonté générale. Celle-ci n'est pas la somme des volontés particulières, elle incarne la capacité de chacun à se placer, non sur le plan des désirs individuels, de ce qu'il pense être son intérêt particulier, mais sur celui de l'intérêt général, de ce qui doit être voulu. La volonté générale est la source de la loi. Celle-ci, loin d'être opposée à la liberté des citoyens et à leur égalité, les garantit. Et c'est l'autorité de la loi qui, seule, nous soustrait à la dépendance personnelle. Dès lors la formule de Rousseau « *quiconque refuse d'obéir à la volonté générale y sera contraint par tout le corps.[...] on le forcera à être libre* », si elle continue à nous interroger, devient compréhensible.

Bien des questions se posent à partir de là : quelle mise en œuvre du processus d'expression de la volonté générale peut garantir effectivement l'autorité de la loi ? Faut-il faire confiance aux experts ? Au tirage au sort ? Pour faire autorité, la loi doit-elle entériner l'évolution des mentalités, ou susciter cette évolution ? Il demeure que le contrat social nous semble bien à même de fonder l'autorité légitime. C'est bien grâce à lui que, par exemple, payer ses impôts diffère considérablement de céder au racket de la mafia.

Séance 3, 11 janvier 2019 : En avons-nous fini avec l'examen des causes de l'érosion de l'autorité ? Soit, celle-ci ne peut plus être dérivée d'un passé tenu désormais pour révolu. L'idée d'une transcendance théologico-politique est, elle aussi, récusée par le Contrat Social, l'auto-institution d'une autorité purement humaine et néanmoins, ou plutôt pour cette raison même, légitime. Mais il faut aussi prendre en compte, comme le propose Myriam Revault d'Allonnes, *l'effondrement de l'autorité du futur*. Les Modernes avaient tenu pour acquise la perspective d'un avenir en notre pouvoir, à *penser et à faire*. Or cette idée s'effrite depuis des décennies, entraînant dans sa chute les projets dont elle était solidaire, en même temps qu'un certain rapport à la temporalité. Fin des idéologies, mythes révolutionnaires engloutis ou dévalorisés, menaces de l'anthropocène... : nous ne pouvons plus croire aux promesses d'un avenir radieux (l'une de nous évoque par dérision les merveilleuses promesses du transhumanisme). . Certes, souligne-t-on dans le groupe, on doit dénoncer les dangers d'un avenir fantasmé (au fait, le passé dont Rome se réclamait ne l'était-il pas ?) et se réjouir de la perte, fût-elle douloureuse, d'une illusion. Mais comment combler cette place désormais vide : l'attente/l'espérance d'un avenir meilleur, ou, au moins, possible ?

Concrètement, dans le domaine de l'éducation, cette analyse n'éclaire-t-elle pas l'érosion de l'autorité du maître ? L'école de la République promettait - et accordait parfois - à ceux qui lui faisaient confiance, l'accès à la culture et une position sociale améliorée. Maintenant, elle déçoit, et l'enseignant paie le prix de ce désenchantement. Passé révolu, avenir incertain : le présent risque de devenir l'ultime référence et l'autorité des parents, des enseignants, de céder la place à la « culture » des autres enfants et adolescents..

Cela dit, l'érosion de l'autorité est-elle, dans tous les domaines, aussi dramatique que l'affirmait Hannah Arendt ? Annonce-t-elle un monde chaotique où tout serait permis ? En soulignant les effets de l'égalisation croissante des conditions, due à la démocratie, Alexis de Tocqueville observe que certaines relations familiales et sociales sont moins soumises à la hiérarchie, plus égalitaires (Hélas sa conception de la relation mari/femme reste très marquée par St Paul...). Par exemple, dans les limites du contrat qui les lie, l'un *est le serviteur, l'autre le maître ; en dehors, ce sont deux citoyens, deux hommes*. Indéniablement, l'individu y gagne.

Michel Serres et son éloge de la Petite Poucette suscite, lui, de vives protestations et des moqueries. Ne voir dans l'éducation par un ou des maîtres que silence, prostration et soumission, et dans le rapport des jeunes générations à l'ordinateur et au portable que des enfants enfin mobiles, enfin actifs/ acteurs/auteurs de leur propre éducation, , dans *un espace où le savoir se distribue partout*, penser qu'il n'y a *plus de puissants dans l'arène politique* : mauvaise foi ou aveuglement ?

Le pouvoir politique est bien là. Privé aux yeux de certains, (comme « les gilets jaunes » ?) des expédients de l'autorité, il est nu, fragile, confronté au défi de s'inscrire dans la persuasion s'il veut éviter la violence. Pour les citoyennes et citoyens que nous sommes, le défi n'est-il pas une revalorisation de la volonté générale ? Le tirage au sort, qui présuppose une égale expertise - ou non-expertise - de tous, est-il le nec plus ultra de la démocratie ? Il y a trois quarts de siècle, une association de pairs, regroupés au sein du Conseil National de la Résistance instaurait, au service du bien commun, sans référence à une quelconque transcendance, des mesures dont nous bénéficions encore. Pouvons-nous trouver dans cet événement passé, dans la formulation d'une telle exigence le modèle ou les prémisses d'une nouvelle autorité, compatible avec la liberté et l'égalité ?

Jacqueline C. et Anne-Marie S. février 2019

En souvenir : Lors de notre assemblée générale de janvier, nous avons rendu hommage à Jean-Pierre B, qui nous a quittés en décembre. Chacun à sa manière, nous avons salué l'acuité de son intelligence, son courage et aussi sa gaîté. Jean-Pierre, nous nous souvenons de toi comme de quelqu'un de bien.

Atelier Lecture philosophique de 1984

Atelier animé par Erik Laloy et Alain Lambert. Avec Brigitte, Sylvie, Paul, Yves, Michel, Pierrette, Denise, Chantal, Dominique, Pierre, Claude M, Charles, Marie-Françoise, et Jean Pierre (inscrit).

Séance novembre : Les consignes de lecture envoyées se sont heurtées au fait que l'édition de la plupart n'a pas la même pagination que celle utilisée par les animateurs.

D'abord, le tour de table a engendré des échanges passionnés sur des positions opposées. Il en est ressorti

- Que 1984 a glacé nombre d'entre nous
- Que son actualité a frappé : n'est-ce pas le monde terrifiant qui est en train d'advenir ?
- Qu'une approche philosophique n'en a pas semblé évidente.

Toutefois

- un diagnostic a été proposé pour caractériser 1984 : un monde où les relations sont détruites
- invitation a été faite de se pencher sur les caractéristiques suivantes : l'absence de la liberté de penser, ce que le langage devient dans 1984, la négation du passé.

L'échange a conduit à d'autres interrogations

- Ne devrions nous pas nous centrer sur la question « comment agir pour transmettre un monde vivable à nos enfants ? » Et comment définir un monde « meilleur » ?
- L'humanité a-t-elle le contrôle de son destin ?
- Comment comprendre la haine se déversant anonymement sur internet, qui n'est sans doute pas instrumentalisée de la même façon que chez Orwell ?

Puis lecture de 3 §§ tirés du chapitre 1 du livre de Goldstein (de « Pendant les années cruciales... à sur le sujet le plus futile »)

- Les thèses des deux premiers §§ concernant l'oligarchie (sa continuité n'a pas besoin d'être héréditaire, l'important étant qu'elle permette la persistance au pouvoir d'un groupe ainsi que d'un certain mode de vie) ont conduit à mettre en évidence leur actualité (illustration de cette conception par les sociétés capitalistes, mise en évidence d'aspects non économiques comme le nationalisme...)
- Ce qui est dit dans le § 3 des prolétaires qui « continueront à travailler, procréer et mourir sans ressentir aucune tentation de se révolter, sans avoir le pouvoir de comprendre que le monde pourrait être autre que ce qu'il est », nous a invité
 - à mettre en question cette représentation du statut des prolétaires
 - à nous demander si ces formulations ne prenaient pas tout leur sens en étant appliquées à l'ensemble des humains d'aujourd'hui : cf le TINA (There is no alternative) de Margaret Thatcher, cf la glaciation de la pensée critique par l'emprise des médias sur les esprits.

Séance décembre : Dans un premier temps, en revenant sur le texte de Marx définissant la lutte des classes comme moteur de l'histoire, on saisit comment Orwell le réécrit dans le début du Chapitre 1 du livre de Goldstein. La philosophie marxienne voyait se simplifier la lutte des classes au cours de l'histoire vers un affrontement binaire entre dominants et dominés devant se résoudre par une victoire des prolétaires amenant nécessairement une société sans classe et bienheureuse. Celle d'Orwell propose une vision moins positive qui éclaire l'histoire non théorique du monde depuis le XIXe : une troisième classe, éduquée et politisée, issue des deux autres, techniciens, bureaucrates, intellectuels, syndicalistes... ayant pris goût au pouvoir et frustrée de ne pouvoir y accéder, profite de cet affrontement pour s'emparer du pouvoir et dominer à son tour. Il y explique ainsi les dérives de l'histoire du socialisme qu'il a lui-même vécues en tant que militant parti se battre « pour le respect de l'humain » en Espagne. Ce qui n'explique pas forcément notre présent où le pouvoir financier, le pouvoir médiatique et le pouvoir idéologique et politique de l'élite intellectuelle semblent s'être associés pour mieux contrôler les citoyens des sociétés dites démocratiques.

L'extrait sur le novlangue nous permet de mieux le comprendre (chapitre 5, 1ère partie, de « La onzième édition... [à]l'orthodoxie c'est l'inconscience »). Le novlangue, au masculin dans le monde de 1984, c'est l'ambition de simplifier/réinventer le langage pour arriver à soumettre totalement les citoyens en les empêchant d'avoir les mots pour penser. Ceci au contraire du principe d'éducation qui permet d'acquérir plus de vocabulaire et d'épanouir sa faculté de penser, ou de la psychothérapie qui permet de se comprendre par le langage. Il s'agit donc d'une entreprise qui s'inscrit dans le processus totalitaire d'infantilisation auquel participent aussi, dans 1984, la télésurveillance, la dénonciation, les rituels collectifs d'expression de la haine, l'autocensure permanente, la double pensée.

On retrouve des similitudes dans notre monde présent, mais de manière plus insidieuse, comme le dit Chomsky dans son texte sur 1984 daté de 1984. Chaque novlangue utilisée aujourd'hui par un groupe politique ou de pression (publicitaires, économistes, politiciens, journalistes...) semble plus faite pour prévenir les conflits, par un jeu proche de simplification du langage, en utilisant le vocabulaire actuel sans forcément vouloir le reconstruire entièrement comme dans 1984.

Eric Hazan décode, dans son ouvrage de 2006 sur la langue de la 5e république *LQR la propagande du quotidien*, les trois procédés de détournement du langage :

- l'euphémisme où par exemple « l'opprimé » est remplacé par « l'exclu » qui ne doit pas son statut à un

opresseur mais à lui-même

- l'essorage sémantique, où par exemple les « adversaires de classe » deviennent les « partenaires sociaux »
- la glorification mensongère quand la « pacification » ou le « processus de paix » masquent le « colonialisme ».
Ce qui n'est pas si loin de la langue de bois et du politiquement correct, et aussi de la double pensée définie par Orwell : « Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle... Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. » (I,3).

Sans oublier le travail de formatage, de simplification, de déconcentration opéré aujourd'hui par les écrans (différents de ceux d'Orwell, répulsifs et non ludiques) sur les plus addicts d'entre nous, même s'ils nous offrent aussi des ressources nouvelles

Séance janvier : 1) Echanges préliminaires sur la nouvelle traduction 2018 (cf article sur le site France info signalé par Charles) : pourquoi pas le recours au présent et la modification des slogans : "*Guerre est paix*" ("*War is peace*" dans la version originale) remplace "*la paix c'est la guerre*", "*Liberté est servitude*" ("*Freedom is slavery*") a été préféré à "*la liberté c'est l'esclavage*", "*Ignorance est puissance*" ("*Ignorance is strength*" dans la version anglaise). [qui remplace "*l'ignorance c'est la force*" et non "*l'amour c'est la haine*" comme le dit par erreur l'article de France Info]. Par contre traduire newspeak par néoparler 1) ne convient pas : nouveau parler eut été meilleur. 2) novlang étant passé dans le langage courant, il eut été préférable de le garder !

Et question sur les écrits ayant influencé Orwell. Ceux de Charles Dickens, entre autres écrivains, et non de philosophes.

2) Réflexion sur le pouvoir à partir de la lecture de 2 pages du chap 3 de la partie III où O'Brien corrige la thèse émise par Winston (les hommes recherchent le pouvoir pour apporter le bonheur à ceux qu'ils gouvernent) : « Le Parti recherche le pouvoir exclusivement pour le pouvoir ».

- Mise en référence avec la distinction d'Hannah Arendt (cf La crise de la culture p 128) entre régimes autoritaires (restriction de la liberté), régimes tyranniques (abolition de la liberté politique) et régimes totalitaires (élimination totale de l'individualité elle-même).
- En réponse à une objection : « des hommes recherchent le pouvoir pour s'enrichir », invitation à comprendre la position énoncée par Orwell comme un idéaltype (cf Max Weber) : expression de l'essence de quelque chose qu'on retrouve dans des manifestations diverses : conceptualisation et non description concrète.
- Pour l'une d'entre nous cette motivation est totalement incompréhensible. Réponse : le pouvoir, même minime et a fortiori immense peut être source de jouissance, d'une très grande jouissance.
- Autre objection : le totalitarisme aujourd'hui n'a pas besoin de la violence : c'est un totalitarisme doux (cf Tocqueville). Réponse : c'est un constat historique qui ne remet pas en question la vérité théorique énoncée par Orwell.

3) Prolétaires dans 1984, gens ordinaires et honnêteté commune dans la pensée d'Orwell

- Faible présence des gens ordinaires dans 1984 alors qu'importance essentielle dans sa pensée (cf documents envoyés)
- Ce qu'explique le déplacement de Winston dans les quartiers prolétaires. Expérience terrible : prise de conscience que leur pensée réflexive a été détruite par le totalitarisme et qu'ils ne se révolteront pas. Présence toutefois de la femme qui suspend son linge en chantant : figure de spontanéité vivante. Musique = vie qui s'exprime et comme telle = forme de résistance : cf le film Timbuktu montrant un pays où la musique est interdite, où en faire ou en écouter est résister.
- On parle alors des fiches de lecture envoyées (L'honnêteté commune à partir de textes d'Orwell. Deux conceptions du socialisme à partir d'articles, en particulier de Jean Jacques Rosat) :
 - « Gens ordinaires », « honnêteté commune », deux notions de la pensée d'Orwell qui ont beaucoup intéressé les présents.
 - Accord exprimé avec la source (l'expérience des gens ordinaires et non les théories de Marx ou autres) et les valeurs caractérisant la common decency (haine des privilèges, soif d'égalité, droiture, générosité, solidarité...) ce qu'Orwell a compris avant tout par le partage de la condition ouvrière à Liverpool puis par l'expérience vécue durant la guerre d'Espagne.
 - Définition de deux socialismes : celui des gens ordinaires et celui des intellectuels bourgeois aspirant au pouvoir.
 - Lien montré avec des points essentiels du programme suggéré par Orwell : Limitation d'un écart maximum de 1 à 10 des salaires ; Système éducatif à réformer selon les exigences d'une démocratie réelle...
 - Invitation à envisager la révolte des Gilets jaunes en France avec cette approche.

Le bilan de l'atelier s'avère positif car si le roman, ressenti comme sinistre, a un peu plombé la première séance, la confrontation avec la pensée politique d'Orwell, a semblé à l'ensemble des participants fructueuse et très actuelle, quand cette « lecture philosophique de 1984 » décidée bien avant les événements de l'hiver 2018-19, s'est déroulée en parallèle avec eux.

Erik L. et Alain L. janvierv2019

Dates du 2nd semestre : 1er mars – 5 avril et 10 mai 2019